

Situation Mensuelle de l'Etat



Septembre 2012



Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Tableau des flux de trésorerie	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	19
Dette financière de l'Etat	20
Notes méthodologiques	21



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -85 milliards €

Le solde d'exécution budgétaire à fin septembre 2012 s'élève à -85 milliards € contre -92,8 milliards € à fin septembre 2011 à périmètre constant. Cette

variation est due à des recettes en progression et à l'amélioration du solde des comptes spéciaux.

Dépenses du budget général (hors R&D*) : 217,1 milliards €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 4,7 milliards € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public du premier et du second degré ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,8 milliards € dont 2,7 milliards € pour le programme « Handicap et dépendance » (versement de l'allocation adulte handicapé) ;

✓ Mission **Défense** : 2,4 milliards € dont 1,7 milliard € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,4 milliard € partagé entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,7 milliard € et « Gendarmerie nationale » pour 0,7 milliard € ;

✓ Mission **Ville et logement** : 1,4 milliard € dont 1,3 milliard € au titre du programme « Aide à l'accès au logement ».

Les dépenses nettes à fin septembre 2012 s'élèvent à 217,1 milliards € contre 214,9 milliards € à fin septembre 2011 à périmètre constant. La progression des dépenses concerne surtout les dépenses de personnel (+1,1 milliard €) et d'opérations financières (+0,8 milliard €).

Recettes du budget général (hors R&D) : 155,5 milliards €

Les principales recettes du mois (hors R&D) :

Impôt sur le revenu : 12,8 milliards € (notamment dus à l'encaissement du solde de l'IR) ;

TVA : 10,3 milliards € ;

Impôt sur les sociétés : 9,4 milliards € (essentiellement dus à l'encaissement du 3^{ème} acompte au 15 septembre) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4,1 milliards € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,6 milliard €.

Recettes fiscales (hors R&D) : 199,6 milliards €

Elles s'élevaient à 193,8 milliards € à périmètre constant à fin septembre 2011. Cette progression est essentiellement due à l'augmentation de l'impôt sur le revenu (+4,7 milliards €), de la TVA (+1,2

milliard €) et des retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes (+1,1 milliard €).



Recettes non fiscales : 9,5 milliards €

Les recettes non fiscales à fin septembre 2012 s'élèvent à 9,5 milliards € contre 11,1 milliards € en 2011. Cet écart s'explique notamment par la baisse des dividendes et recettes assimilées (-2,7 milliards €) et l'absence de prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations (-1 milliard €), partiellement

compensées par la recette exceptionnelle enregistrée cette année, relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine (1,3 milliard €) ainsi que par la recette accidentelle liée aux francs non échangés (0,5 milliard €).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -56,2 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin septembre 2012 à -56,2 milliards € contre -55,4 milliards € à fin septembre 2011.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -23,3 milliards €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,1 milliards € et des recettes pour 10,9 milliards € (notamment dus à l'encaissement du 2nd acompte de CVAE au 15 septembre). Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse

apparaître des dépenses d'un montant de 0,5 milliard € et des recettes de 0,7 milliard €. On constate, ce mois-ci, l'alimentation en recettes du compte « **Participation de la France au désendettement de la Grèce** » pour un montant de 0,2 milliard € (cf. focus sur l'actualité).

Au 30 septembre 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à -23,3 milliards € contre -30 milliards € en septembre 2011. Cet écart s'explique essentiellement par l'amélioration des soldes des comptes de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (+4,3 milliards €) et « Prêts à des Etats étrangers » (+5,3 milliards €) suite au prêt accordé à la Grèce en 2011, en partie compensée par l'évolution du solde du compte « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » de -3,9 milliards € (remboursement en 2011 du prêt consenti au secteur automobile en 2009).

Dette financière de l'Etat au 30 septembre : 1 383,4 milliards €

Les flux enregistrés depuis le début de l'année concernent essentiellement les OAT (émissions

nettes de 56,1 milliards €) et les BTAN (émissions nettes de 10,1 milliards €).



Le programme « Epargne »

Figurant au sein de la mission « Engagements financiers de l'Etat », le programme « **Epargne** » a pour but d'accompagner les dispositifs de financement du logement ayant un impact budgétaire : le dispositif d'épargne logement et la gestion de quelques instruments spécifiques de soutien au financement du logement social.

L'action « Epargne logement », qui concerne plus de 99 % des crédits alloués au programme, retrace notamment les primes d'épargne logement versées par l'Etat dans le cadre de produits d'épargne réglementés tels que le compte d'épargne logement (CEL) et le plan d'épargne logement (PEL).

Ces produits permettent aux ménages de constituer un apport personnel avant d'emprunter. Le CEL est plutôt destiné aux financements de petites opérations alors que le PEL cible des investissements

plus importants. Ils permettent à leur détenteur d'obtenir un prêt dont le montant varie en fonction des intérêts acquis et donnent droit, sous conditions, au versement de la prime d'Etat.

La dépense budgétaire est enclenchée par la clôture des PEL et CEL avec souscription d'un prêt. Concrètement, chaque mois, le Crédit foncier de France (CFF), chargé pour le compte de l'Etat de la liquidation des primes d'épargne logement, adresse à la Direction générale du Trésor, sa prévision de dépenses pour le mois suivant. Après vérification, l'Etat lui verse en fin de mois, une avance pour le paiement de ces primes.

Au 30 septembre 2012, l'Etat a versé 0,5 milliard € de primes épargne logement pour une prévision annuelle de 0,8 milliard €.

Le CAS « Participation de la France au désendettement de la Grèce »

Instaurée par la 2nde loi de finances rectificative pour 2012, le compte d'affectation spéciale (CAS) « **Participation de la France au désendettement de la Grèce** » résulte des accords du 20 février et du 12 mars 2012, entre les ministres des finances de la zone euro. Ces décisions prévoient que les Etats membres de l'Union européenne reversent à la Grèce jusqu'en 2020, les intérêts des obligations souveraines grecques, perçus par leurs banques centrales. Le CAS a donc été créé pour accroître la lisibilité budgétaire de ce reversement.

Il est donc prévu que, conformément à une convention passée avec l'Etat, la Banque de France verse en avance, l'intégralité du montant des intérêts de la période 2012-2020, soit 754,3 millions € dont la première tranche en 2012 pour 198,7 millions € et le solde en 2013 pour 555,6 millions €.

En revanche, les dépenses du CAS s'étaleront jusqu'en 2020 avec un premier versement de 198,7 millions € en 2012.

Ainsi, deux programmes ont été créés : le programme « Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet Etat des revenus perçus par la Banque de France sur les titres grecs détenus en compte propre » et le programme « Rétrocessions de trop-perçus à la Banque de France » qui concerne le cas où, la Grèce ne pouvant faire face à ses engagements, l'Etat serait amenée à cesser ses versements et à restituer à la Banque de France, le trop-perçu sur son versement initial.

Au 30 septembre 2012, le montant des recettes du CAS s'élève à 0,2 milliard € (montant prévu en bi de finances).

Chronique de l'impact prévisionnel sur le solde budgétaire sur la période 2012-2020 (en millions €) :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Montants versés par la Banque de France à l'Etat (recettes)	198,7	555,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rétrocession de l'Etat à la Grèce (dépenses)	198,7	149,0	101,8	123,5	92,6	56,0	19,3	7,7	5,8
Solde du CAS	0,0	406,6	-101,8	-123,5	-92,6	-56,0	-19,3	-7,7	-5,8



	Septembre	Cumul à fin septembre		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	12 707	-84 959	-92 837	-92 680	6
Dépenses du budget général (hors R et D)	19 166	217 127	214 916	214 712	6
Recettes du budget général (hors R et D)	28 480	155 463	152 043	151 997	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	12 836	47 574	42 867	42 867	
- IS	9 414	26 992	26 985	26 985	
- TVA	10 325	98 974	97 816	97 649	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	3 393	-23 295	-29 965	-29 965	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Variation de trésorerie	12 353	-61 584			18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-147	88 345			19
Dette financière de l'Etat	-1 058	1 383 385			20



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Dépenses de personnel	9 404	89 488	88 424	88 894
Dépenses de fonctionnement	1 543	34 529	33 889	33 336
Charges de la dette de l'Etat	441	30 139	30 549	30 549
Dépenses d'investissement	406	8 169	8 142	8 142
Dépenses d'intervention	7 422	52 764	52 626	52 505
Dépenses d'opérations financières	-50	1 041	268	268
Total des dépenses (hors R et D) (I)	19 166	217 127	214 916	214 712
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	33 375	199 631	193 787	193 641
Recettes non fiscales	610	9 468	11 088	11 093
Prélèvements sur recettes	-5 676	-56 179	-55 351	-55 256
Fonds de concours	171	2 543	2 519	2 519
Total des recettes (hors R&D II)	28 480	155 463	152 043	151 997
Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)	34 156	211 642	207 394	207 253
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	9 314	-61 664	-62 872	-62 715
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-84	2 408	1 299	1 299
Solde des comptes de concours financiers	3 416	-25 676	-31 591	-31 591
Solde des comptes de commerce	49	-92	231	231
Solde des comptes d'opérations monétaires	12	-20	1 242	1 242
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)	3 393	-23 295	-29 965	-29 965
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)	12 707	-84 959	-92 837	-92 680



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 404	89 488	88 424	88 894
Rémunérations d'activité	5 496	52 311	52 231	52 495
Cotisations et contributions sociales	3 841	36 608	35 434	35 637
Prestations sociales et allocations diverses	67	569	759	762
AUTRES TITRES	9 762	127 639	126 492	125 818
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	1 543	34 529	33 889	33 336
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 214	14 502	13 821	13 837
Subventions pour charges de service public	329	20 027	20 069	19 499
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	441	30 139	30 549	30 549
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	441	30 139	30 549	30 549
Titre 5 - Dépenses d'investissement	406	8 169	8 142	8 142
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	360	7 037	6 986	6 986
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	46	1 132	1 156	1 156
Titre 6 - Dépenses d'intervention	7 422	52 764	52 626	52 505
Transferts aux ménages	4 239	21 280	20 451	20 451
Transferts aux entreprises	1 139	7 900	8 463	8 401
Transferts aux collectivités territoriales	248	6 082	5 015	4 974
Transferts aux autres collectivités	1 796	17 499	18 238	18 220
Appels en garantie	0	3	459	459
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	-50	1 041	268	268
Prêts et avances	4	164	122	122
Dotations en fonds propres	16	344	146	146
Dépenses de participations financières	-70	533	0	0
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	19 166	217 127	214 916	214 712



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2012		Cumul à fin septembre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	156	198	2 294	2 204	2 270
Action de la France en Europe et dans le monde	125	130	1 311	1 305	1 342
Diplomatie culturelle et d'influence	12	49	686	593	607
Français à l'étranger et affaires consulaires	19	19	294	290	281
Présidence française du G20 et du G8	0	0	3	16	40
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	218	237	2 043	2 013	1 792
Administration territoriale	133	132	1 238	1 209	1 197
Vie politique, culturelle et associative	51	52	324	321	118
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	34	53	481	483	477
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	301	448	3 008	2 803	2 919
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	203	355	1 751	1 640	1 697
Forêt	6	4	320	262	301
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	34	31	380	363	373
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	58	58	557	538	548
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	34	97	1 749	2 217	2 287
Aide économique et financière au développement	1	49	419	876	867
Solidarité à l'égard des pays en développement	32	47	1 325	1 337	1 410
Développement solidaire et migrations	1	1	5	4	10
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	13	92	2 458	2 435	2 717
Liens entre la Nation et son armée	8	7	75	75	96
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	5	78	2 289	2 289	2 544
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	7	94	71	77
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	44	44	439	439	407
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	27	28	248	253	228
Conseil économique, social et environnemental	0	0	37	37	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	16	154	149	141
CULTURE	137	150	2 058	1 774	1 843
Patrimoines	32	30	619	458	510
Création	31	41	642	574	590
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	74	79	797	742	744
DEFENSE	2 055	2 390	25 467	29 948	29 822
Environnement et prospective de la politique de défense	96	170	1 251	1 351	1 298
Préparation et emploi des forces	1 694	1 726	17 848	17 895	17 675
Soutien de la politique de la défense	206	225	2 308	2 206	1 895
Equiperment des forces	59	269	4 060	8 496	8 954
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	262	66	874	719	641
Coordination du travail gouvernemental	66	41	408	372	334
Protection des droits et libertés	5	5	56	60	59
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	191	20	410	287	248
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	461	731	8 404	8 038	7 992
Infrastructures et services de transports	117	382	4 244	3 948	4 020
Sécurité et circulation routières	6	3	28	21	22
Sécurité et affaires maritimes	9	12	123	101	93
Météorologie	0	0	152	152	147
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	8	15	252	241	210
Information géographique et cartographique	0	0	71	71	60
Prévention des risques	15	17	176	146	133
Energie, climat et après-mines	1	4	549	550	499
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	305	298	2 809	2 808	2 808



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2012		Cumul à fin septembre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	14	25	1 155	1 118	1 190
Développement des entreprises et de l'emploi	-32	-22	652	620	698
Tourisme	0	1	35	32	33
Statistiques et études économiques	33	33	341	340	331
Stratégie économique et fiscale	13	13	127	126	128
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	444	491	30 654	30 652	31 523
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	441	441	30 139	30 139	30 548
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	3	0	5	3	459
Epargne	0	50	510	510	516
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité (1)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	4 684	4 711	46 636	46 826	46 342
Enseignement scolaire public du premier degré	1 502	1 502	13 756	13 754	13 617
Enseignement scolaire public du second degré	2 288	2 290	22 207	22 200	21 998
Vie de l'élève	242	230	3 016	2 994	2 886
Enseignement privé du premier et du second degrés	442	443	5 420	5 408	5 398
Soutien de la politique de l'éducation nationale	134	141	1 526	1 506	1 525
Enseignement technique agricole	76	105	711	964	918
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	870	847	8 641	8 577	8 470
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	619	639	6 346	6 304	6 274
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	33	17	156	169	182
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	86	44	664	640	606
Facilitation et sécurisation des échanges	117	122	1 232	1 209	1 206
Entretien des bâtiments de l'Etat	11	12	122	111	66
Fonction publique	4	13	121	144	136
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	68	41	517	413	356
Immigration et asile	63	35	455	358	319
Intégration et accès à la nationalité française	5	6	62	55	37
JUSTICE	547	525	6 770	5 235	5 013
Justice judiciaire	223	241	3 274	2 125	2 009
Administration pénitentiaire	238	207	2 212	2 115	1 994
Protection judiciaire de la jeunesse	63	54	591	559	573
Accès au droit et à la justice	10	6	269	263	257
Conduite et pilotage de la politique de la justice	13	17	422	171	177
Conseil supérieur de la magistrature (1)	0	0	2	2	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	13	9	1 070	864	922
Presse	6	1	278	217	230
Livre et industries culturelles	2	3	220	176	180
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	5	5	431	330	316
Action audiovisuelle extérieure	0	0	141	141	196
OUTRE-MER	43	394	1 721	1 652	1 570
Emploi outre-mer	16	359	1 191	1 194	1 167
Conditions de vie outre-mer	27	35	530	458	403
POLITIQUE DES TERRITOIRES	27	22	122	171	156
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	27	20	99	154	137
Interventions territoriales de l'Etat	0	2	23	17	19
POUVOIRS PUBLICS	0	0	998	998	1 018
Présidence de la République	0	0	109	109	112
Assemblée nationale	0	0	518	518	534
Sénat	0	0	324	324	328
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2012		Cumul à fin septembre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	161	317	22 184	20 016	19 538
Formations supérieures et recherche universitaire	103	90	10 473	10 361	9 702
Vie étudiante	32	94	1 965	1 635	1 541
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	2	31	4 913	3 798	3 784
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 240	930	927
Recherche spatiale	0	0	1 328	1 190	1 194
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	0	12	1 015	964	1 129
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	8	66	726	717	748
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	178	122	188
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	109	62	89
Enseignement supérieur et recherche agricoles	16	24	237	237	236
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	804	849	6 098	5 881	5 360
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	705	683	3 786	3 703	3 691
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	738	604	568
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	99	99	1 574	1 574	1 101
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	62	74	2 253	2 145	2 109
Concours financiers aux communes et groupements de communes	39	42	592	487	480
Concours financiers aux départements	15	6	401	387	372
Concours financiers aux régions	0	0	854	854	863
Concours spécifiques et administration	8	26	406	417	393
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 489	7 509	67 655	67 619	63 656
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	4 666	4 681	61 722	61 689	57 572
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	2 823	2 828	5 933	5 930	6 084
SANTE	25	193	1 157	1 100	772
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	25	20	562	516	528
Protection maladie	0	173	595	584	244
SECURITE	1 306	1 407	12 937	12 764	12 411
Police nationale	712	731	6 826	6 827	6 641
Gendarmerie nationale	594	676	6 111	5 937	5 770
SECURITE CIVILE	31	64	258	302	302
Intervention des services opérationnels	28	31	144	162	172
Coordination des moyens de secours	3	33	114	140	130
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	72	2 793	11 711	11 028	10 160
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	0	1	380	380	123
Actions en faveur des familles vulnérables	8	16	177	162	170
Handicap et dépendance	0	2 708	9 891	9 358	8 789
Egalité entre les hommes et les femmes	1	1	13	12	11
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	63	67	1 250	1 116	1 068



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2012		Cumul à fin septembre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	7	15	385	356	311
Sport	3	8	232	214	196
Jeunesse et vie associative	4	7	153	142	115
TRAVAIL ET EMPLOI	233	563	8 739	7 772	8 128
Accès et retour à l'emploi	160	331	4 546	4 002	4 450
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	12	163	3 588	3 168	3 104
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	7	51	61	42
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	59	62	554	541	532
VILLE ET LOGEMENT	31	1 369	6 896	6 667	6 576
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	45	84	1 024	852	784
Aide à l'accès au logement	0	1 252	5 142	5 142	5 014
Développement et amélioration de l'offre de logement	-13	32	230	257	226
Politique de la ville et du Grand Paris	-1	1	500	416	552
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	20 612	26 671	287 351	284 746	278 572

(1) Programme créée en 2012



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	13 520	52 719	49 071	49 071
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	1 459	4 269	3 606	3 606
Impôt sur les sociétés (C)	9 792	40 925	39 697	39 697
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	256	9 116	9 013	9 013
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	35	462	420	420
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	120	5 597	4 536	4 536
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	1	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	23	5	5
Impôt de solidarité sur la fortune	48	1 757	2 153	2 153
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	2	101	82	82
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	7	114	225	225
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	11	9	9
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	15	11	11
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	76	57	57
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	4	4	4
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	0	3	14	14
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	5	266	641	641
Recettes diverses	31	686	823	823
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (1) (E)	1 044	10 032	10 460	10 480
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	13 658	137 458	133 261	133 094
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 155	12 731	12 334	12 336
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	15	417	372	372
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	128	133	133
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	7	60	60
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	66	1 129	1 310	1 310
Mutations à titre gratuit par décès	550	5 550	5 088	5 088



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Autres conventions et actes civils	30	355	276	276
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	19	267	197	197
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	37	87	76	76
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	11	112	95	95
Timbre unique	25	135	100	100
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	27	285	280	280
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3
Amendes et confiscations	4	29	138	138
Taxe générale sur les activités polluantes	9	221	215	215
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	3	22	21	21
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	19	128	128	128
Autres droits et recettes à différents titres	0	2	1	1
Taxe sur les achats de viande	23	263	45	45
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	1	35	38	38
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	37	39	39
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	30	28	28
Taxe de l'aviation civile	12	31	51	53
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	804	804
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	23	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	135	1 431	1 514	1 514
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	78	572	586	586
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	29	301	295	295
Prélèvements sur les paris sportifs	8	82	67	67
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	48	50	50
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	66	74	74
Taxe sur les transactions financières (2)	0	0	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	20	87	87
Autres taxes	27	336	138	138
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	40 884	267 250	257 443	257 297
TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)	33 375	199 631	193 787	193 641

(1) changement de libellé en 2012

(2) création en 2012



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	207	3 277	6 025	6 025
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 058	2 838	2 838
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	53	453	453
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	207	2 166	2 734	2 734
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	56	2 521	1 079	1 084
Revenus du domaine public non militaire	17	170	142	142
Autres revenus du domaine public	4	88	124	124
Revenus du domaine privé	2	33	45	45
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	1 384	122	122
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	14	795	597	602
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	19	40	39	39
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	0	11	10	10
Produits de la vente de biens et de services (C)	177	823	782	782
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	47	310	317	317
Autres frais d'assiette et de recouvrement	55	380	375	375
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	70	71	47	47
Produits de la vente de divers biens	0	0	1	1
Produits de la vente de divers services	4	50	34	34
Autres recettes diverses	1	12	8	8
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	13	345	730	730
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	171	343	343
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	6	16	17	17
Intérêts des autres prêts et avances	0	32	303	303
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	2	96	37	37
Autres avances remboursables sous conditions	0	5	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	13	7	7
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	11	21	21



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	36	587	409	409
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	341	110	110
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	10	7	7
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	3	21	7	7
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	23	180	208	208
Frais de poursuite	8	34	75	75
Frais de justice et d'instance	0	0	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
Divers (F)	121	1 915	2 063	2 063
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	965	965
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	17	263	115	115
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	14	100	96	96
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	44	441	376	376
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	61	49	49
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	29	29
Frais d'inscription	1	6	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	3	3
Récupération d'indus	3	29	26	26
Recouvrements après admission en non-valeur	16	135	147	147
Divers versements des Communautés européennes	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	0	3	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	21	26	26
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	56	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	10	637	93	93
Produits divers	2	82	12	12
Autres produits divers	9	65	107	107
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	610	9 468	11 088	11 093



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 100	-40 741	-41 593	-41 498
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 172	-31 803	-30 949	-30 949
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-11	-10	-10
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-3	-26	-26
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (2)	0	0	-273	-273
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-408	-2 889	-4 530	-4 530
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-91	-1 476	-1 438	-1 377
Dotations élu local	0	-65	-49	-49
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-2	-30	-30
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	-2	-2	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-375	-375
Dotations départementales d'équipement des collèges	-39	-302	-245	-245
Dotations régionales d'équipement scolaire	-32	-609	-496	-496
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux (2)	0	0	-129	-129
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-2	-2
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement (2)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-288	-2 568	-1 897	-1 897
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-49	-612	-710	-710
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	8	-44	-314	-314
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-86	-86
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (1)	-26	-350	6	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales (1)	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	-2	-40	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne	-1 576	-15 438	-13 758	-13 758
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 676	-56 179	-55 351	-55 256
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	123	2 314	2 230	2 230
Fonds de concours - coopération internationale	48	229	289	289
TOTAL FONDS DE CONCOURS	171	2 543	2 519	2 519

(1) Ligne créée en 2012 (2) Ligne supprimée en 2012



unité : million d'€.

	Mois de septembre		Cumul à fin septembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 570	4 486	43 188	39 958	45 596	41 257	2 408	1 299
Aides à l'acquisition de véhicules propres(1)	0	12	89	0	178	0	89	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	18	76	738	218	1 018	1 052	280	834
Développement agricole et rural	5	2	96	95	110	104	14	9
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale(1)	16	28	172	0	273	0	101	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	23	1	63	0	638	622	575	622
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	39	67	257	245	445	397	188	152
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	108	0	1 028	0	1 320	0	292	0
Participation de la France au désendettement de la Grèce (1)	0	199	0	0	199	0	199	0
Participations financières de l'Etat	0	0	868	673	574	181	-294	-492
Pensions	4 361	4 101	39 842	38 727	40 561	38 685	719	-42
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	35	0	280	216	245	216
Comptes de concours financiers	7 594	11 010	68 104	76 989	42 428	45 398	-25 676	-31 591
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	25	-15	75	55	55	70	-20
Avances à l'audiovisuel public	274	106	2 468	2 417	1 229	1 193	-1 239	-1 224
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres(2)	0	0	0	351	0	161	0	-190
Avances aux collectivités territoriales	7 148	10 877	64 983	67 939	40 943	39 624	-24 040	-28 315
Avances aux organismes de sécurité sociale(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à des Etats étrangers	172	2	656	6 078	201	364	-455	-5 714
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	12	129	0	4 001	-12	3 872
Comptes de commerce	694	743	34 944	36 246	34 852	36 477	-92	231
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	62	5	573	499	556	520	-17	21
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	15	113	108	110	111	-3	3
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 099	1 831	1 099	1 831	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	93	27	422	227	421	351	-1	124
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	522	691	32 589	33 442	32 632	33 530	43	88
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	119	0	0	0	-119	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	2	1	0	1	-2	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	5	27	31	34	39	7	8
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement(2)	0	0	0	89	0	80	0	-9
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	18	0	14	0	-4
Renouvellement des concessions hydroélectriques(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	47	59	1 683	2 312	1 663	3 554	-20	1 242
Emission des monnaies métalliques	2	14	128	86	189	187	61	101
Opérations avec le Fonds Monétaire International	45	45	1 542	2 205	1 457	3 351	-85	1 146
Pertes et bénéfices de change	0	0	13	21	17	16	4	-5
TOTAL COMPTES SPECIAUX	12 905	16 298	147 919	155 505	124 539	126 686	-23 380	-28 819
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	12 860	16 253	146 377	153 300	123 082	123 335	-23 295	-29 965

(1) mission créée en 2012

(2) mission supprimée en 2012



unité : million d'€.

Trésorerie au 1^{er} janvier 2012	-57 855
Variation de trésorerie	-3 729
Solde au 30 septembre 2012	-61 584



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2012
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	186	200	386
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	11
	La Poste	1	0	1
	Autres organismes à caractère financier	138	146	284
	CEPL			
	Régions	1 297	-400	897
	Départements	5 082	-2 396	2 686
	Communes	18 123	-287	17 836
	Hôpitaux	3 221	175	3 396
	HLM	205	212	417
	Autres CEPL	16 804	339	17 143
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	7 879	1 956	9 835
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	1 702	441	2 143
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 471	1 345	2 816
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	523	128	651
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	14 054	-350	13 704
	Communautés européennes	877	129	1 006
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés			
Fonds et Fondations	74	6	80	
GIP	338	104	442	
EPL	1 904	455	2 359	
Autres correspondants	6 056	571	6 627	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	2	-2	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	90	-90	0	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 086	-112	1 974
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	4 032	-380	3 652
	Intérêts courus sur comptes à terme	26	-26	0
Total Passif (A)		86 179	2 165	88 346
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		2	-2	0
Total Actif (B)		2	-2	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		86 176	2 167	88 345



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2012
unité : million d'€.			
Dette négociable (A)	1 312 979	64 583	1 377 562
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 885	56 106	943 991
<i>dont - taux fixe</i>	730 502	56 945	787 447
<i>- taux variable</i>	138 497	970	139 467
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	10 071	257 369
<i>dont - taux fixe</i>	238 743	9 133	247 876
<i>- taux variable</i>	8 366	916	9 282
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	-1 594	176 202
Autres titres négociables	0	0	0
Dette non négociable (B)	238	-2	236
Dette exigible	238	-2	236
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	-2	236
Autres emprunts (C)	6 492	-905	5 587
TOTAL (A+B+C)	1 319 709	63 676	1 383 385



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.